

ANNALES DE L'UNIVERSITE DE LOME

TOME XXXIV – 1
Juin 2014



SERIE
LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
ISSN 1016-9202

Les PRESSES DE L'UL
Lomé, 2014

COMITE DE REDACTION

Président d'Honneur :

Professeur Koffi AHADZI-NONOU

Président

du Comité de Rédaction :

Professeur Komi KOSSI-TITRIKOU

COMITE SCIENTIFIQUE

Prof. N.L. GAYIBOR, Univ. de Lomé, Prof. K.T. TCHAMIE, Univ. de Lomé, Prof. Ph. BOLOUVI, Univ. de Lomé, Prof. K.AKIBODE, Univ. de Lomé, Prof. K.M.NUBUKPO, Univ. de Lomé, Prof. P.OLOUKPONA-YINNON, Univ. de Lomé, Prof. S.GLITHO, Univ. de Lomé, Prof. I.TAKASSI, Univ. de Lomé, Prof. A.V. AHADJI, Univ. de Lomé, Prof. A.N. GOEH-AKUE, Univ. de Lomé, Prof. A.BLIVI, Univ. de Lomé, Prof. K. DIKENOU, Univ. de Lomé, Prof. S. TANHOSSOU-AKIBODE, Univ. de Lomé, Prof. K. KOSSI-TITRIKOU, Univ. de Lomé, Prof. Y. AKAKPO, Univ. de Lomé, Prof. B.TCHAM, Univ. de Lomé, Prof. K.KADANGA, Univ. de Lomé, Prof. D.F. GBIKPI-BENISSAN.

COMITE DE LECTURE

N.O. BROOHM, M.C. (Philosophie), Univ. de Lomé, Dossou GBENOUGA, M.C. (Lettres Modernes), E.ASSIMA-KPATCHA, MC, (Histoire), ESSIZEWA M.C. (Ling. anglaise), K.PERE-KEWEZIMA, M.C. (Ling. Anglaise), YIGBE, M.C. (Allemand), T. DANIOUE, M.C. (Sociologie), A. ADJI, M.C. (Philosophie), J.AGLO, M.C. (Philosophie), A.QUASHIE, M.C. (Sciences de l'Education), L.HETCHELL, M.C. (Sociologie), A. AWESSO, M.C. (Anthropologie), D. GBENOUGA, M.C. (Lettres Modernes), Y.SOKEMAWU, M.C. (Géographie), E. KOLA, M.C., (Géographie)

N.B. *Le Comité de Lecture est élargi chaque fois qu'il en est besoin. à des compétences d'autres universités.*



UNIVERSITE DE LOME

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté - Patrie

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

Annales de l'Université de Lomé

Série Lettres et Sciences Humaines

Tome XXXIV-1, Juin 2014

1. **Dieudonné TSOKINI (Congo-Brazzaville)**
Conflit psychique et développement de la grossesse nerveuse. A propos de quelques cas observés au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville. 3
2. **Koudjoukalo TCHASSIM (Togo)**
La tradition orale au confluent de l'histoire et de la littérature : pour une approche historique des récits romanesques. 15
3. **Cyriaque AHODEKON (Bénin)**
Contribution à l'étude des possibilités de formation des jeunes déscolarisés au Bénin : cas de la ville de Porto-Novo. 27
4. **Prisca Justine EHUI & Christophe N'DOLY ADOUOBO (Côte d'Ivoire)**
Analyse sociologique des dépenses de consommation des groupes migrants sédentarisés en milieu rural 49
5. **SOKOU Donatien (Bénin)**
La formation de l'élève gendarme dans la problématique sécurité-développement au Bénin 59
6. **Monique OUASSA, Richard TEVOEDJRE, Florent TASSO (Bénin)**
Stratégies de prise en charge des inondations par les communautés locales dans la commune d'Athiémé 69
7. **Gabriel DANZI (République centrafricaine)**
Topographie et construction de l'espace romanesque dans *Princesse Mandapu* de Makombo Bambote 79
8. **Mafobatchie NANTOB (Togo)**
Secteur informel et marché illégal au Togo : dynamique socioéconomique de l'émergence du marché illicite de carburant dans la Ville de Lomé. 93
9. **Soho Rusticot Droh DE BLOGANQUEAUX & Maïmouna DIABY (Côte d'Ivoire)**
Usage des statistiques et renforcement de la logique inductive en Anthropologie sociale et culturelle 105
10. **Ati-Mola TCHASSAMA (Togo)**
Echec scolaire et problématique de la pédagogie différenciée au Togo : cas des enseignants et leurs élèves du cours élémentaire première année (ce1) de la préfecture de l'Ogou, Togo. 117
11. **Roch YAO GNABELI & Matindé TOURE (Côte d'Ivoire)**
différenciation sociale et rapports de pouvoir dans les associations d'originaires en Côte d'Ivoire. 133
12. **Mintré DJALOGUE (Togo)**
Etude comparative de l'espace de vie des Malb, des Gourmantches « Malinke » et des Bissa dans la Région des Savanes au Togo. 145

CONTRIBUTION A L'ETUDE DES POSSIBILITES DE FORMATION DES JEUNES DESCOLARISES AU BENIN : CAS DE LA VILLE DE PORTO-NOVO

AHODEKON S. C. Cyriaque

Département des Sciences et Techniques des Activités
Socio-Educatives (STASE)-INJEPS/Université d'Abomey-Calavi
email : drahodecyrcfefad@yahoo.fr

Résumé: L'éducation, élément de formation et de développement, est un facteur décisif d'émancipation. Au Bénin, on remarque que le budget réservé aux programmes d'éducation a augmenté significativement de 2003 à 2008. La tendance ne fera qu'accroître avec les dépenses liées à la gratuité de l'enseignement primaire adoptée depuis 2001. Les jeunes qui se déscolarisent très tôt se concentrent dans les différents corps de métiers et principalement dans le secteur informel ou non formel.

Le présent article nous fait une analyse des causes de la déscolarisation et les contraintes de formation des formateurs de ces jeunes déscolarisés, en passant d'abord par une analyse critique de la politique nationale en matière de l'éducation et la formation, pour appréhender la problématique des jeunes déscolarisés qui se retrouvent dans le secteur informel et surtout dans les centres d'apprentissages.

Mots clés : éducation, jeunes déscolarisés, éducation non formelle, formation des formateurs.

Abstract: Education is the middle of training and development. It is a decisive factor of emancipation. In Benin, from 2003 to 2008, we observe that education programs budget increased. The trend will continue with the expenses tied up to free primary education since 2001. Young people who give up school early, intensify themselves in various occupation sectors and in informal sector mainly.

The present article gives us an analyze of the reasons of the deschooledyoungs thirstly through a critical analyse of national policy of education and the formation to arrest the problematic of these young in the case of the informal sector and apprentice ship centre especially.

Keywords: Education - Deschooledyoungs - Non-formal education - Formers formation.

Introduction

L'éducation et la formation sont des secteurs primordiaux pour un développement économique et social durable tant personnel, local, national, qu'international puisque les populations mal formées ou pas du tout formées, n'apporteront pas un plus en tant que ressources humaines de qualité dont a besoin un pays pour produire aux fins de la croissance économique et de l'amélioration des conditions de vie. Dans cet ordre d'idée, on peut remarquer avec **Amat, B. [1]** remarque que

« l'éducation et la formation sont considérées par la convention de Lomé IV comme un élément fondamental et une partie intégrante du processus de développement ; le sujet de toute stratégie de développement dépendra dans une large mesure de la manière dont le système de formation et d'éducation réussira à donner et à entretenir les connaissances et les compétences sur lesquelles repose le progrès économique »

Au Bénin, on remarque que le budget réservé aux programmes d'éducation a augmenté significativement de 2003 à 2008. La tendance ne

fera qu'accroître avec les dépenses liées à la gratuité de l'enseignement primaire adoptée depuis 2001.

Les facteurs économiques et socioculturels continuent de peser dans la balance à savoir achat des fournitures et manuels scolaires, choix et encadrement des enfants par leurs parents pauvres et analphabètes, conditions d'étude désastreuses etc. Avec un indice de pauvreté humaine évalué à 47,6¹, la déscolarisation en zone rurale plus qu'en ville est très accentuée. Par conséquent plusieurs facteurs sont liés à la déscolarisation.

Face à cette situation, l'éternelle question qui reste posée est que fait l'Etat béninois dans le domaine de l'Education et de la formation ; ne serait-ce qu'assurer vraiment l'instruction primaire obligatoire à tous ?

Au Bénin, on constate que les jeunes qui se déscolarisent très tôt se concentrent dans les différents corps de métiers et principalement dans le secteur informel ou non formel. Alors, quel

¹INSAE,(2002).Le Bénin en Chiffres RGPH3.Cotonou

regard est accordé aux jeunes qui se déscolarisent pour de multiples raisons qu'on ignore ? Et quelles formations leur prodigue-t-on dans leur autre système de formation pour optimiser leur rendement sur divers plans ?

Nous pouvons alors clairement voir que l'identification des causes de la déscolarisation et les contraintes de formation des formateurs de ces jeunes déscolarisés, en passant d'abord par une analyse critique de la politique nationale en matière de l'éducation et la formation, nous permettra d'appréhender la problématique des jeunes déscolarisés qui se retrouvent dans le secteur informel et surtout dans les centres d'apprentissages. C'est pourquoi la principale motivation de cette étude est la **"Contribution à l'étude des possibilités de formation des jeunes déscolarisés au Bénin : cas de la ville de Porto-Novo"**. Ainsi, cette étude vise à comprendre le mécanisme de fonctionnement d'éducation et de la formation surtout non formelle et sa relation avec les déscolarisés.

1. Cadre théorique de l'étude

1-1- Revue de littérature

Les conditions inquiétantes des jeunes déscolarisés abandonnés à eux-mêmes, et laissés sans encadreurs recyclés et formés continuellement en vue de la formation de ces jeunes, ont retenu notre attention. Cela a retenu l'attention des chercheurs avant nous. Cependant, nous n'avons pas trouvé une littérature abondamment spécifique qui aborde de façon précise notre thème : contribution à l'étude des possibilités de formation des jeunes déscolarisés au Bénin : cas de la ville de Porto-Novo. Mais ce thème a été touché approximativement par certains rapports, articles, conférences, interviews, forums, colloques, communications, programmes, statistiques et certains auteurs.

Certains travaux allant dans le sillage de nos objectifs visés dans cette étude nous aideront à aborder des thèmes et les points de vue d'auteurs autour de notre thème d'étude.

En regardant d'abord l'éducation primaire pour tous au Bénin, les tendances affichées par les indicateurs globaux de l'instruction primaire montrent que l'objectif de l'éducation primaire universelle pourrait être atteint, si les efforts en cours sont maintenus et renforcés. A ce niveau, les chiffres sont assez éloquentes même s'ils subsistent des disparités entre sexes et entre régions. Pour le taux de scolarisation dans le primaire, aujourd'hui est autour de 80%, alors que la cible fixée par les

OMD est de 100% en 2015. Avec ces objectifs fixés, on se demande si l'on se soucie de la déscolarisation et si ces 80% achèvent tous le cycle primaire.

Heidbel M.[2] dans son étude qui s'est déroulée sur le Nord du Pas-de-Calais en France, s'attache à l'analyse des processus mis en œuvre dans l'arrêt de la scolarité avant 16 ans dans les collèges, en y distinguant les étapes, les logiques des acteurs, le rôle des institutions, des familles, de l'environnement, des groupes de pairs... Elle s'est efforcée de recueillir le point de vue de tous les protagonistes (le jeune, sa famille, les personnels scolaires, les travailleurs sociaux internes ou externes à l'École) et de croiser ces points de vue avec les documents concernant l'élève et sa famille (dossiers scolaires, dossiers sociaux, échanges de courriers etc.). Lorsque les élèves ont fréquenté plusieurs établissements scolaires, elle s'est efforcée de remonter le plus loin possible dans leur parcours scolaire, y compris au niveau du primaire. Elle parvient, en somme, à tirer à partir des données générales issues de travaux de recherche existant déjà sur la question et l'expérimentation, des grands traits qui sont composés de trois situations représentant des processus et des relations école - élève - famille.

Plusieurs facteurs amenant les apprenants à la déscolarisation interviennent dans ces processus:

- les performances scolaires et la stigmatisation de l'élève par l'enseignant et/ou l'institution : *croyant bien faire, des enseignants et chefs d'établissements mettent l'accent sur les carences de l'élève et le confirment ainsi dans le sentiment d'une incapacité à progresser ;*
- le recours à l'indiscipline, à l'insolence, *qui peut être utilisé par des élèves comme un moyen de construire une identité, déviante par rapport aux normes scolaires mais conforme à celles des pairs : fragilisé dans le système scolaire, il devient un « outsider » d'autant plus facilement que l'indiscipline se pratique souvent collectivement ;*
- les ruptures biographiques (placements, déménagements, situation irrégulière...etc.) ;
- l'impact des groupes de pairs ou des bandes : *la constitution en bande est liée à la stigmatisation induite par les classements scolaires négatifs et la logique de bande offre un refuge et une défense contre le sentiment de dévalorisation qui habite les jeunes ;*
- le niveau de diplôme des parents et leur investissement dans la scolarité de leur

enfant : cinq ans après l'entrée en 6^e, les enfants d'ouvriers ont dix fois plus de risque d'abandon de scolarité que les enfants de cadres et d'enseignants [3], l'investissement parental dans la scolarité déclinant au collège en milieu ouvrier alors qu'il augmente dans les catégories sociales supérieures. L'inactivité professionnelle des parents est également un facteur de risque important.

D'autres comme **Gansi, H.B.** [4] pense au contraire, que ce sont les activités émergentes qui amènent le jeunes du secondaire à se déscolariser ; **Eisemon** [5] incrimine le redoublement qui cause l'abandon scolaire.

A.D Tossou. [6] quant à lui insinue que la polygamie est une cause non négligeable de la déscolarisation.

Belloncle, G. [7] dans une étude sur la déperdition scolaire dans un autre contexte, trouve que c'est la langue d'enseignement qui crée le malaise chez l'enfant africain donc sa déscolarisation.

Wakiraza, C. [8] cite la pauvreté dans le processus de la déscolarisation et montre que les enfants déscolarisés deviennent des enfants de la rue en Ouganda. Il reprend dans ses recherches que

« selon les estimations du professeur Mike Munene, de l'université Makerere à Kampala, 10.000 jeunes Ougandais étaient des enfants de la rue en 1995 et depuis leur nombre s'est multiplié. Ces jeunes de la rue sont assujettis aux pires formes du travail des enfants. ».

Il trouve que le jeune qui n'a pas un revenu suffisant pour se suffire à lui-même, reste une charge pour sa famille. De ce fait, la famille voit ses chances de sortir de la pauvreté s'amincir et les frères et sœurs eux, la possibilité d'accéder à l'instruction s'envoler, les parents préférant garder leur petite part de revenu aussi modeste soit-elle car celui-ci ne leur permet pas d'envoyer leurs enfants à l'école, cela compromettant ainsi leurs perspectives d'avenir. Autrement dit, on peut supposer par déduction que les futures générations se retrouvent prises au piège de la pauvreté et du coup de la déscolarisation.

Wakiraza, C. [8] continue en montrant que ces jeunes touchés par la crise de l'emploi sont confrontés à un manque de savoir et d'instruction, à une incapacité à intégrer le système scolaire ou d'éducation, à une non-assistance des pouvoirs publics et sont donc soumis à des conditions de vie précaires. Ainsi ce qui caractérise « l'enfant de la rue » c'est la pauvreté, sa débrouillardise (le fait de survivre économiquement), l'individualisme

(chacun fait son propre business pour s'assurer de meilleurs lendemains), la violence qu'il exprime pour revendiquer une place au sein de la population urbaine.

Dans son mémoire *Spécificité d'encadrement des élèves indigents par le Service Social dans les collèges du département de l'Ouémé*, **Sidi Dara M.** [9] fait la corrélation de la déscolarisation ou déperdition scolaire² des élèves par rapport à leur indigence (élève orphelin sans soutien de la famille élargie, issu d'une famille sans assez de ressources, élève ayant un comportement social d'agressivité, d'absentéisme, tristesse, désinvolture ou mélancolie qui mérite assistance, victime d'abandon se débrouillant lui-même pour survivre, victime de violence ou harcèlement de toutes sortes). Ainsi, la vulnérabilité de ces élèves n'est plus à démontrer.

Les raisons de la déscolarisation sont tout aussi d'ordre social que culturel. L'égalité des chances d'accès à l'école ne semble pas effective dans toutes les sociétés malgré la progression manifeste du taux de scolarisation, une disparité s'observe toujours entre les sexes [10]. Ceci présage le manque de moyens financiers des parents. Au Bénin, le taux brut de scolarisation est de 92,1%. Le Taux de redoublement par année d'étude et selon le genre grimpe et le taux d'abandon et le genre entre elles. Les chiffres de CEP Enseignement Secondaire et Vie Active sont supérieurs aux chiffres de CEP pour Enseignement Secondaire uniquement³ ; ce qui suppose les germes de déscolarisation. Chez les filles, le taux brut de scolarisation est de 80,5% en 2005, il est passé à 93,7 pour l'ensemble des enfants en âge scolarisable (6-11ans) et 83% chez les filles⁴. On se demande, à juste titre, combien sont-ils ces garçons et surtout filles qui terminent leur cycle primaire. Ce phénomène s'explique par la conception primaire du rôle de la femme dans notre société.

² La déperdition scolaire est de façon globale l'abandon prématuré ou le redoublement selon les auteurs Pauli et Brimer, M.A (1971), La déperdition scolaire, un problème mondial. Canada, UNESCO-BIE pp9-10//D:/rendement% 20scolaire.htm ; De LANDSHEERE, G., (1979) Dictionnaire de l'évaluation et de la recherche en éducation. Paris PUF site idem et Ali MOHAMED, Ph.D. L'éducation en France et aux Comores. Le rendement scolaire aux îles Comores. Canada site de Mwezinet

³ Annuaire Enseignement primaire 2007-2008 public-privé ; Taux de rendement

⁴ Op citp17

« Avant la colonisation et bien après, l'éducation des filles se limitait à l'apprentissage de la vie sociale ou domestique, à la tenue d'un foyer, la fille devrait apprendre comme sa mère à s'occuper de sa future famille et de ses futurs enfants »

L'école est jugée futile pour la femme. Ce qui fait qu'à terme la majorité des jeunes déscolarisés ou pas du tout scolarisés sont souvent de sexe féminin et ils s'investissent très tôt dans le commerce, la coiffure, la soudure, peinture etc.

Cayau, G.[11] dans son mémoire portant sur « *La lutte contre la pauvreté en Afrique sub-saharienne à travers l'amélioration du marché du travail et la contribution au développement de l'emploi des jeunes* », cite le rapport de **S.Kante**, consultant au BIT. Il trouve que les jeunes déscolarisés deviennent des porteurs aux abords des marchés, des laveurs de voiture, des cireurs, des employés dans le système informel. La crise dans le secteur moderne pousse de nombreux employeurs à rechercher une main-d'œuvre peu qualifiée, mais bon marché⁵.

Une étude réalisée par **L'Institut de l'UNESCO-[12]** pour l'apprentissage tout au long de la vie au nom de la Banque Mondiale montre que « *la formation d'alphabétisation et d'acquisition de compétences pour une meilleure existence* » en Afrique permettra d'évaluer l'efficacité des programmes d'éducation et de formation pour les populations pauvres en citant les catégories de jeunes déscolarisés ou non.

Quelles stratégies adopter par l'Etat en faveur des jeunes adultes de l'éducation non formelle ? A l'avis des Services de l'Emploi, Travail, Education et Formation en Italie, il faut de l'information, l'accueil et l'orientation à ces déscolarisés. Or cette fonction devrait être clairement mise en œuvre selon des méthodes participatives incluant le genre, en particulier dans le domaine de l'orientation professionnelle afin de rendre plus efficaces et efficients les services d'autosuffisance et de formation entre les acteurs de l'éducation non formelle et ses partenaires.

Au regard des problèmes du système d'éducation, d'autres comme **Benevise et al.[13]** proposent l'intervention sociale ou l'intervention socio-éducative qui est

« une action menée par les professionnels selon, des savoir-faire explicités qui vise à permettre pour des personnes en difficultés sociales d'agir sur elles-mêmes et sur leur environnement pour que les conditions sociales s'améliorent, dans un but immédiat et/ou plus lointain ».

L'intervention sociale apparaît comme un modèle multidimensionnel qui ne peut être assimilé à une discipline particulière. C'est dans ce cadre que le groupe de travail sur un **Programme Interministériel de Recherches sur les Processus de Déscolarisation en France** ayant employé beaucoup de chercheurs qui ont travaillé sur les régions de la France a recherché des initiatives et les a prises en compte pour apporter des réponses à ces situations dommageables pour les jeunes, souvent génératrices de sérieuses difficultés quand ils sont livrés à eux-mêmes et problématiques quand ils sont exclus définitivement. Car ils n'atteignent pas la fin de la période de scolarité obligatoire. Il n'est pas aisé de penser le programme d'identifier les élèves décrocheurs ou déscolarisés, de les compter ou de décrire leur parcours. Le décrochage existe à tous les niveaux de la scolarité. Les signes avant-coureurs peuvent être repérés dès le primaire ou les classes antérieures : l'absentéisme, le comportement dans et hors la classe, le mal-être, les mauvais résultats scolaires sont des clignotants à percevoir comme des signaux voire des alertes. Une raison supplémentaire pour intervenir au plus tôt dans le parcours de l'élève. La variété des manifestations et des situations rend difficile l'identification des causes du phénomène. Ainsi, pour le **programme**, les causes de la déscolarisation sont difficiles à identifier et il faut les repérer plus tôt et intervenir.

Mais quel est l'état de la formation professionnelle et de ces perspectives d'emploi ?

Spécifiquement, **Kokoye, J. S.[14]** pense que l'alphabétisation fonctionnelle est salutaire pour les jeunes apprenties coiffeuses.

Alofa, J. P. [15] cité plus haut, trouve

« qu'une chose est d'envoyer un grand nombre d'enfants à l'école, mais il faut aussi les maintenir et s'assurer qu'ils terminent le cycle et que les conditions matérielles et pédagogiques soient réunies ».

Là aussi, il y a aussi un indicateur qui permet d'appréhender l'effort fait par le Bénin, c'est le taux d'achèvement au primaire. Pour **Alofa**, il faut donc le suivi des enfants mis à l'école.

« En 2005, les statistiques montrent que 93,7% des enfants béninois en âge scolarisable sont inscrits dans les écoles et 54% ont pu franchir le cap du CM2. Ce taux s'améliore pour le Bénin parce que,

5

<http://www.ilo.org/public/french/employment/infeco/download/wp15.pdf>

aujourd'hui nous sommes autour de 65% ; ce qui est appréciable, mais il reste quelques problèmes, notamment la question liée à la parité fille-garçon ».

Toujours selon **Alofa [15]**, il y a aussi la question liée à l'alphabétisation des adultes. Il faut permettre à ces derniers d'avoir accès à l'éducation pour aider leurs progénitures et les plus jeunes à évoluer. A ce niveau, la tendance d'évolution montre qu'il y a encore du chemin à faire par rapport à la cible 100%, car aujourd'hui le taux d'alphabétisation des adultes de 15 à 24 ans n'approche que 45%.

« Donc pour conclure par rapport à l'éducation pour tous, on peut dire que si les efforts faits par le Bénin depuis 10 ans sont poursuivis jusqu'en 2015 voire à 2025, on peut espérer que l'accès à l'enseignement de base serait une chose possible ».

Cependant, il reste des efforts à faire par rapport aux autres ordres d'enseignements à savoir celui technique et professionnel pourvoyeurs de main d'œuvre qualifiée et notamment l'organisation de l'éducation non formelle. Or, il est universellement reconnu qu'avec l'éducation couplée à la formation des jeunes déscolarisés - car un trésor est caché dedans⁶- on peut reculer à juste titre les frontières de la pauvreté et impulser, de ce fait, le développement.

Ainsi, pour la question de l'éducation et la formation liée concomitamment à celle de la pauvreté dont le champ de définition est très large, et de la faim, **Alofa [15]**, pense que *« les tendances pour le Bénin ne sont pas satisfaisantes »*. Du point de vue monétaire, les statistiques publiées dernièrement par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) n'évoluent pas dans le sens qu'il faut. En principe, l'objectif fixé pour 2015 prévoit que le taux de pauvreté monétaire au Bénin puisse descendre de 15%⁷. Aujourd'hui, nous sommes autour de 37,4% d'incidence de la pauvreté monétaire pour l'ensemble du Bénin avec de fortes disparités entre les régions et les sexes. Environ deux (02) personnes sur cinq (05) vivent en dessous du minimum vital et 40,2 de la population béninoise est pauvre. Globalement, 53,6 estiment vivre difficilement selon le rapport d'avancement de la

Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté (SCRP) 2007⁸.

« Les activités des quartiers, de villes pauvres sont essentiellement agricoles, artisanales, culturelles, et culturelles accompagnées de quelques activités de prestations de services »

selon le rapport d'une étude⁹ conduite par **Tossou et al.[16]** A chacun de ces domaines d'activités correspondent des difficultés spécifiques non négligeables que vivent les producteurs pauvres auxquelles on peut pallier par la formation des formateurs pour le changement des situations de pauvreté. La pauvreté prenant en compte dans sa définition, les conditions matérielles d'existence difficile, le niveau de consommation inférieur à un seuil minimum, l'incapacité à influencer sur sa condition de vie et le faible niveau de capital humain selon **Colquhoun** cité par **Thévenet et Muhammad [17]**. A ces défis qui se posent, en général, aux gouvernements africains et, en particulier au gouvernement béninois, il faut ajouter certainement la maîtrise de ces phénomènes ci-après : la croissance de la population élevée au taux de 3,25% au Bénin ; les flux migratoires, la lutte contre la corruption et le favoritisme, l'amélioration de la santé des populations, le niveau de scolarisation, et la formation du jeune surtout

A travers ces points de vue des auteurs, on peut percevoir qu'il faut appuyer par l'intervention et la formation tous ceux-là qui végètent dans la pauvreté et encadrent les jeunes qui se déscolarisent afin que tous ses acteurs créent la richesse.

Somme toute, on peut comprendre que la question des possibilités de formation des jeunes déscolarisés aussi importante qu'elle soit, est liée à un certain nombre de questions sociales connexes préoccupantes pour le développement d'un pays, d'une localité.

1-2- Problématique et hypothèses

De nos jours, la jeunesse africaine semble n'inspirer pas confiance, car minée par des maux

⁶ www.unesco.org/revue sur l'éducation 1990.

⁷ In rapport 94, PNUD

⁸Alafia Bénin2025, vision à long terme défini en 1998 dont découle depuis lors SCRIP et gouvernement actuel tire son ambition « Bénin émergent »

⁹ Etude réalisée en prélude au forum organisé en 2008 sur les réalités de la pauvreté face aux défis des OMD dont l'indicateur est le seuil de pauvreté inférieur à 1 dollar par jour(500f),taux de croissance des dépenses et investissements de l'Etat.

comme la non mesure des risques face à certaines situations que sont : la précarité, le banditisme, le sida et les MST, le gain facile, etc. Elle est manipulée généralement à son insu par les politiciens. Parfois marginalisée, elle est prise de vitesse par les avancées spectaculaires de la science et de la technologie, entre tradition et modernisme. Elle se trouve ainsi par voie de conséquence écartelée et déboussolée [18]. L'avenir semble alors hypothéqué ou incertain. On s'interroge alors sur les perspectives d'avenir pour la jeunesse africaine. Selon Cayau G.[11]

à croire que, les difficultés rencontrées avec les jeunes adultes et adolescents ne suffisaient pas, il faut en plus qu'elles concernent les plus jeunes. Ainsi, l'espoir de voir un jour tous ces jeunes sortir de la pauvreté reste minime. Dans ce contexte, y-a-t-il des responsables de tous ces désastres ?

Et en plus,

« il n'y a rien de fatal à cette histoire. D'une part, l'éducation joue un rôle central dans l'accès des jeunes au marché de l'emploi.

Et d'autre part, la formation que reçoit les produits de cette éducation et leur suivi est à questionner. Il urge d'attaquer le mal à la racine après la scolarisation la déscolarisation. Le suivi de l'élève au fur et à mesure de son évolution scolaire et le suivi du déscolarisé n'ont-t-il pas une influence importante sur sa formation, sa subsistance, son développement personnel et celui de sa communauté ou nation entière ? Si bien entendu que développer, c'est arracher quelqu'un de la misère, de la pauvreté et que si une vie s'améliore, la société aussi à la fois. Plus, le suivi des déscolarisés est organisé en agissant sur les causes socioéconomiques de la déscolarisation et les contraintes de formation des formateurs du déscolarisé par les possibilités de formation plus, les acteurs de l'éducation conduisent le jeune à réussir sa formation. Cette préoccupation a des répercussions sur la manière d'agir avec, d'organiser, de gérer les structures d'encadrement, d'éducation, de formation et de prise en charge des jeunes et jeunes déscolarisés. Elle pousse ainsi à une comparaison entre l'élève ou le jeune déscolarisé et le scolarisé qui suit une scolarisation normale. Ce climat de suivi doit entraîner en retour une action socioéducative celui d'apporter des solutions concrètes aux causes et contraintes suscitées en vue d'une formation efficace des jeunes qui se déscolarisent.

L'alphabétisation en est un maillon de cette formation et un facteur de développement. Dans les pays développés, beaucoup d'efforts sont faits pour atteindre un degré zéro d'analphabétisme. Cette importance de l'alphabétisation n'est plus à démontrer et beaucoup de pays en voie de développement essayent de faire de même. Selon les données de l'INSAE (Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique), au Bénin en 2003, sur 5.345.866 habitants de la population 1.773.560 savent lire et écrire et compte en français soit 33,17% ; 41.846 savent lire en langues nationales soit 0,78% ; 33.906 savent lire et écrire et comptent en français et langues nationales soit 0,63% ; 26.557 savent lire et écrire et comptent en une autre langue seule soit 0,49% ; 1.917.052 ne savent ni lire, ni écrire soit 35,86% et les non déclarés sont au nombre de 95389 soit 0,17%. En milieu urbain à Porto-Novo, département de l'Ouémé sur 190.224 habitants en 2003 ; 107604 savent lire et écrire et comptent en français soit 56,56% ; 539 savent lire en langues nationales soit 0,28% ; 1138 savent lire et écrire et comptent en français et langues nationales soit 0,59% ; 9152 savent lire et écrire et comptent en une autre langue seule soit 4,81% ; 60.683 ne savent ni lire, ni écrire soit 5,42% ; 11.108 sont non déclarés soit 5,83%. Par sexe masculin sur 88.838 hommes, il y a 59 003 qui savent lire et écrire et comptent en français ; 291 savent lire en langues nationales ; 562 savent lire et écrire et comptent en français et langues nationales ; 5309 savent lire et comptent en une autre langue seule ; 18709 ne savent ni lire, ni écrire soit 21,05% et 4393 sont non déclarés. Pour le sexe féminin sur 101.386 habitantes, 48.601 savent lire et écrire et comptent en langues nationales ; 248 savent lire en langues nationales ; 576 savent lire et écrire et comptent en français et langues nationales ; 3.843 savent lire et écrire et comptent en une autre langue seule ; 41.974 ne savent ni lire, ni écrire soit 41,40% et 5.683 sont non déclarés. Or le taux d'analphabétisme au Bénin est de 67,2% et le taux chez les femmes est de 79,45%¹⁰. A travers ses statistiques, on voit que la population est peu alphabétisée ou à demi analphabète. Ce qui laisse entrevoir que l'analphabétisme n'est pas sans lien avec la déscolarisation précoce des jeunes. Dans l'annuaire "enseignement primaire public - privé 2007-2008" en année scolaire 2006-2007 pour l'ensemble du Bénin sur un total de 229 002 inscrits le nombre de redoublants augmente entre le CP et le CM2 soit un taux de redoublement de

¹⁰Depolina2001, p20

16,31% et ce même taux est de 18,20% pour Porto-Novo. De plus, le taux d'abandon global est de 11,32%. Ils sont alors plusieurs ces jeunes qui sortent du système scolaire ou se déscolarisent pour des raisons pas souvent maîtrisées. Ce sont des enchaînements de situations qui mènent à la déscolarisation pense un programme interministériel sur le processus de déscolarisation en France (2008).

Sortis du système éducatif formel très tôt, pendant qu'une infirme partie de ces jeunes déscolarisés sont prises en charge, d'autres sont livrés à eux-mêmes ou pas suivis dans leur formation prochaine dans les centres de formation ou ateliers d'apprentissage et autres. Les formateurs de ces jeunes ayant maintenant le statut de déscolarisé doivent être formés (formation continue ou alphabétisation fonctionnelle).

Généralement, en Afrique, la culture de la formation continue ou l'alphabétisation fonctionnelle, notamment avec les petites, moyennes ou grandes entreprises qui elles-mêmes contribuent à la constitution de compétences, doit chercher à renforcer la vision de l'importance du capital humain en lieu et place des faibles capacités nationales des formateurs notamment en pédagogie associée aux compétences.

Or, selon l'UNESCO¹¹, l'éducation dans sa totalité est un droit fondamental, l'un des facteurs propre à entraîner la réduction de la pauvreté et le travail des enfants, la voie vers la démocratie, la paix, la tolérance et enfin le développement. Malgré les grandes promesses de 1990-1999 issues des résolutions des pays, les réalisations restent modestes¹². Les stratégies nationales de réduction de la pauvreté n'ont pas mis suffisamment l'accent sur ce secteur mais se sont seulement appesantis sur le versant économique sans accorder une large part au côté social et éducatif du développement. 1/3 des africains ont une éducation de qualité. Suite à ce constat, ne serait-ce judicieux de penser que les jeunes vulnérables ou défavorisés sans maîtrise des données de base telles que : le calcul, la lecture, l'écriture, et les compétences pratiques essentielles constituent

alors un manque à gagner pour l'économie des pays africains? Ainsi, les besoins en matière d'éducation de tous les jeunes en leur assurant l'accès à des programmes appropriés d'enseignement de base et d'enseignement de compétences pratiques et essentielles ne sont pas toujours couverts. L'objectif perspectif d'élever de 50% le niveau d'alphabétisation des jeunes adultes en particulier des femmes d'ici en 2015 n'offre pas encore le visage voulu d'évolution¹³. L'idéal de l'UNESCO est de mettre au point et adopter des stratégies spéciales tendant à améliorer la qualité de l'éducation et répondre aux besoins éducationnels de tous en particulier des jeunes en créant un environnement convivial, sécuritaire, sans violence et discrimination, un environnement de bonne santé des jeunes et qui les prédispose à apprendre, à se former et à s'accomplir¹⁴. Ainsi, par souci d'efficacité, la mise au point d'un système de direction et de gestion dynamiques, participatifs et responsable en matière d'éducation tant au niveau des établissements scolaires et des collectivités que sur le plan national que local renforcé est d'une grande importance. Les jeunes sortent du système scolaire et ne disposent pas des qualifications ou des compétences nécessaires pour occuper et assurer un emploi et sont de ce fait largement exposés au problème de l'exclusion sociale. Souvent privés de repères sociaux et familiaux, et de formation continue leur chance d'intégration et d'efficacité sur le marché du travail est d'autant plus réduite.

Alors à juste titre, nous nous posons les questions de savoir quelles sont les causes socio-économiques de la déscolarisation et ces jeunes déscolarisés qui échouent le plus souvent dans le non formel sont-ils encadrés ou ceux qui les encadrent rencontrent-ils des difficultés pour les former? Est-ce que les formations de leurs formateurs sont suivies en étroite collaboration et intégrés permanentement l'éducation nationale? La réponse à ces interrogations ou questions entraîne inéluctablement une politique ou une stratégie nationale de la formation des jeunes déscolarisés digne de les accomplir et accroître l'économie du pays.

¹¹ Convention relative aux droits de l'Enfant, 2006, 318 pages

¹² In magazine La concertation, revue trimestrielle d'information du Haut-commissariat à la Gouvernance concertée, décembre 2008, n°0001 le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans n'atteint pas encore les 45%.

¹³ In magazine La concertation, revue trimestrielle d'information du Haut-commissariat à la Gouvernance concertée, décembre 2008, n°0001 le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans n'atteint pas encore les 45%

¹⁴ Décennie Internationale de la Promotion de la Culture de non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)

Pour apporter une solution à ces préoccupations, nous avons postulé que :

- La déscolarisation des jeunes est due aux principales causes socio-économiques : de faible niveau de revenu des parents ; d'échecs répétés ; d'indiscipline des élèves ; de non encadrement des parents ; de dégoût ; de divorce des parents ; de polygamie et de choix de l'enfant à scolariser et on peut agir sur ses causes pour freiner la déscolarisation.
- La bonne formation des jeunes déscolarisés est entravée par les contraintes liées à la formation des formateurs de l'éducation non formelle que sont : le manque de plans de formation et de méthode adaptés et continus, le déficit d'information et on peut aussi agir sur ces contraintes.

2. Démarche méthodologique

La démarche méthodologique comprend d'abord la nature de l'étude et la population d'enquête, ensuite l'échantillonnage et les techniques de collecte des données et enfin le cadre opératoire et le traitement des données.

2-1 Nature de l'étude et population d'enquête.

Il s'agit d'une étude transversale et descriptive de type analytique qui a abordé aussi bien les aspects quantitatifs que qualitatifs. Elle fait un état des lieux ou analyse critique de la politique nationale en matière d'éducation et de formation en faisant ressortir le développement socio-économique de la population et des jeunes, analyse les causes socio-économiques de la déscolarisation ainsi qu'à

$$n = \frac{\Sigma a^2 p}{q \cdot i^2}$$

Le risque d'erreur accepté $\Sigma a^2 = 1,96$; la précision i ou la puissance i est fixée à 0,05 ;

p représente le taux d'abandon à Porto-Novo (2007-2008) est de 7,32 dont $p = 0,07$

$$q = 1 - p = 1 - 0,07 = 0,93$$

$$n = \frac{(1,96)^2 \times 0,07 \times 0,93}{(0,05)^2} = 100,03 \text{ soit } 100 \text{ sujets à enquêter.}$$

Pour les parents et les formateurs ou autres acteurs de l'éducation (services publics), il a été retenu ceux qui sont un lien avec les déscolarisés. Le nombre de sujets prévu est de 51.

2-2 Méthodes d'échantillonnage

L'échantillon d'étude a été constitué par la méthode probabiliste pour ce qui concerne les déscolarisés-scolarisés, les parents et les formateurs auxquels reviennent la garde ou la charge de former des déscolarisés après leur sortie précipitée du système scolaire. Enfin, la méthode

identifier les contraintes de formation des formateurs qui encadrent les jeunes déscolarisés dans les centres non formels de formation ou d'apprentissage.

La population hétérogène de la présente étude identifiée est constituée :

- de jeunes déscolarisés, de leurs parents. Ils sont dans les 5 arrondissements de Porto-Novo. Compte tenu des objectifs visés et de notre cadre théorique, les déscolarisés sont les jeunes personnes qui se retrouvent partout dans les centres d'apprentissages, le port et les marchés ou la rue qui sont aussi des lieux d'apprentissage non formels.
- de formateurs qui sont les personnes auxquelles revient la garde de ces jeunes pour leur formation après la sortie du système scolaire. Il s'agit des acteurs de l'éducation (les formateurs artisans) non formelle impliqués dans la formation du jeune déscolarisé.
- et quelques services publics, aussi acteurs de l'éducation s'occupant de l'éducation et la formation non formelles.

Dans l'impossibilité de mener nos investigations auprès de toute cette population et compte tenu du temps et de nos ressources financières et matérielles limitées, nous avons procédé à un échantillonnage dans cette population. La formule de SCHWARTZ a été utilisée pour déterminer la taille minimale (n) de l'échantillon :

non probabiliste par choix raisonné est utilisée pour les services publics.

2-3 Techniques d'échantillonnage

Les techniques d'échantillonnage aléatoire simple avec des pondérations mathématiques et non probabiliste ont porté sur les déscolarisés-scolarisés, les parents ou tuteurs de déscolarisés (1/4 de l'ensemble des 100 sujets déscolarisés-scolarisés) et les formateurs c'est-à-dire les personnes auxquelles reviennent la garde/formation ou apprentissage des

déscolarisés après leur sortie du système scolaire (1/5 de l'ensemble des 100 sujets déscolarisés-scolarisés) de la commune de Porto-Novo et de ses 5 arrondissements. Ensuite, il a été utilisé la méthode empirique par interrogation systématique des sujets se trouvant dans les d'apprentissage formels cités plus haut et issus du cadre théorique.

Précisons dans cette étude, a pris en compte seulement le primaire dans le souci d'insister sur l'éducation de base primaire. Aussi, compte tenu des contraintes de temps et de coûts financiers et du logiciel à fonctionnement dichotomique à utiliser, 50% de déscolarisés et 50% de scolarisés ont été enquêtés. En effet, le logiciel statistique n'admet que deux alternatives liées à la variable scolarité. Soit le sujet est déscolarisé ou scolarisé (a continué l'école). Le logiciel a permis en même

temps de faire la comparaison entre le déscolarisé et le scolarisé.

Les pondérations mathématiques ont été utilisées pour interroger un nombre donné dans chaque arrondissement et choisir un quota donné de sujets à interroger par services publics.

➤ Sélection des déscolarisés-scolarisés

La commune de Porto-Novo est composée de 5 arrondissements. Pour connaître le nombre de déscolarisés-scolarisés à enquêter par arrondissement, nous avons fait une répartition de la taille de l'échantillon proportionnellement à la taille de la population de chaque arrondissement dans la population totale. La population totale de la commune est 223552 habitants. Le nombre total de sujets déscolarisés-scolarisés à enquêter est fixé à 100.

Soit respectivement $n_1 ; n_2 ; n_3 ; n_4 ; n_5$.

$$\frac{100}{223552} = \frac{n_1}{33830} = \frac{n_2}{45035} = \frac{n_3}{31680} = \frac{n_4}{57311} = \frac{n_5}{55696}$$

La population du 1^{er} **arrondissement** étant de 33830, la proportion que représente cet arrondissement est égale à $n_1 = \frac{100 \times 33830}{223552} = 15$ sujets. Pour les autres arrondissements, nous avons appliqué la même procédure de calcul (règle de trois).

Arrondissement 2 : $n_2 = \frac{100 \times 45035}{223552} = 20$ sujets.

Arrondissement 3 : $n_3 = \frac{100 \times 31680}{223552} = 14$ sujets.

Arrondissement 4 : $n_4 = \frac{100 \times 57311}{223552} = 26$ sujets.

Arrondissement 5 : $n_5 = \frac{100 \times 55696}{223552} = 25$ sujets.

Le nombre total de déscolarisés-scolarisés à enquêter par arrondissement est donc égal à $15+20+14+26+25=100$.

Le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire à travers sa Direction de la Prospective et de la Programmation (DPP) et la Mairie de Porto-Novo intervenant dans ces zones nous ont fourni quelques chiffres des abandons de scolarité des jeunes se retrouvant sûrement dans les centres d'apprentissage ou ailleurs, enregistrés dans la ville. Précisons aussi que nous avons considéré les parents comme des formateurs de leurs enfants (éducation parentale)

➤ Sélection des services publics

Egalement, nous avons choisi de nous entretenir avec une autorité par service public ou pouvoir public. Ce sont : le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire à travers sa Division, le

Ministère de l'Artisanat et du Tourisme à travers la Direction de l'Artisanat et la Confédération Nationale des Artisans du Bénin (CNAB), le Ministère de la Microfinance et de l'Emploi des Jeunes et des Femmes à travers le FNPEEJ, le Ministère en charge de l'Alphabétisation et des Langues Nationales à travers la Direction Départementale en charge de l'Alphabétisation de l'Ouémé sis à Porto-Novo, le Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale à travers la Direction de l'Enfance et enfin le Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. Ils s'occupent des jeunes ciblés, de prime abord, par notre étude. Nous les avons entretenus pour trianguler les données ou informations reçues des patrons et réponses des déscolarisés. Le choix est surtout raisonné.

Tableau : Répartition de la population d'enquête

Cibles	Nombre d'enquêtés
Déscolarisés - Scolarisés	100
Parents	25
Patrons des centres d'apprentissages ou de centres de métiers	20
Personnes de services publics	6*1personne/service public
Totaux	151 sujets à enquêter

3. Résultats et Discussions

3-1- Analyse ou interprétation des résultats

La présente étude a été entreprise dans le but de comprendre le **mécanisme de fonctionnement d'éducation et de la formation surtout non formelle (éducation extrascolaire) et sa relation avec les déscolarisés.**

A cet effet, quatre objectifs sont visés : faire une analyse critique de la politique nationale en matière de l'éducation et la formation ; analyser les causes socio-économiques de la déscolarisation des jeunes en mettant l'accent sur le poids des parents dans ce processus ; identifier les différentes contraintes liées à la formation des formateurs de ces jeunes déscolarisés et proposer des solutions à ces problèmes d'éducation et de formation. Les deux objectifs opérationnels à savoir : analyser les causes socio-économiques de la déscolarisation des jeunes en mettant l'accent sur le poids des parents dans ce processus et identifier les différentes contraintes liées à la formation des formateurs de ces jeunes déscolarisés. Nous avons postulé que

«La déscolarisation des jeunes est due aux principales causes socio-économiques : de faible niveau de revenu des parents ; d'échecs répétés ; d'indiscipline des écoliers ; de non encadrement des parents, de dégoût et l'on peut agir sur ses causes pour freiner la déscolarisation. » d'une part et « la bonne formation des jeunes déscolarisés est entravée par les contraintes liées à la formation des formateurs de l'éducation non formelle que sont : le manque de plans de formation et de méthode adaptés et continus, le déficit d'information et on peut aussi intervenir sur ces contraintes » d'autre part.

La démarche mise en œuvre pour vérifier ces hypothèses a consisté dans un premier temps à réaliser des lectures et entretiens exploratoires à travers des études documentaires. Dans le second temps, elle a consisté à recueillir, à l'aide de questionnaire et guide d'entretien les avis des déscolarisés-scolarisés, des parents et formateurs ou patrons des centres d'apprentissage ou ateliers et les services publics ciblés en charge de l'éducation et formation des jeunes de cette catégorie.

A travers les résultats dégagés à partir des données recueillies et introduites dans le modèle *logit*, il apparaît clairement que seule l'indiscipline est significative de la déscolarisation des jeunes apprenants bien que d'autres causes socio-économiques affectent négativement leur probabilité de déscolarisation. Le jeune scolarisé

se déscolariserait à cause de l'indiscipline tout court ? Non. En revanche, ceci s'explique par le fait que le modèle économétrique en l'occurrence le modèle *logit* conçu et estimé pour tester l'hypothèse N°1 est un modèle de choix binaires dans laquelle la variable clé expliquée (Scolarité) ne peut prendre que deux modalités. Et que la logique du logiciel induit si le jeune scolarisé a abandonné l'école en rapport avec celui qui continue toujours l'école, c'est parce qu'il est indiscipliné. Mais, il s'agit ici de l'indiscipline mineure due à une autre cause peut être plus importante que l'indiscipline elle-même. Et l'indiscipline du jeune scolarisé s'exprimerait selon le Programme Ministériel de l'Education en France par les absences répétées ou la formation de bandes séditeuses etc., la pagaille, bref. Cependant, nous avons poussé plus loin notre curiosité de chercheur analyste sur un versant psychologique pour voir si les autres causes ne sont pas pour quelque chose. Si effectivement, l'apprenant est indiscipliné c'est parce qu'il est non encadré par ces parents à la maison et sa scolarité est mise à mal. Il s'en suit les absences, les échecs répétés, la petite révolte dont l'exclusion donc l'abandon de l'école, la déscolarisation. Ce non encadrement par les parents peut logiquement avoir pour mobile le manque de moyens financiers pour prendre un maître d'étude pour l'enfant ou faute que le parent n'a pas le temps ou n'est pas aussi scolarisé ou a fortiori manquant de moyens financiers pour lui payer les fournitures ou sa scolarité. Un manque d'encadrement sur un certain nombre de plans vitaux pour la scolarité de l'enfant fait défaut. La situation familiale des parents a alors un rôle à jouer dans leur déscolarisation ou scolarisation à terme par leur encadrement voire tableau IX où beaucoup de parents de déscolarisés 44% sont divorcés ou séparés ou ayant des problèmes liés à la polygamie. Cependant, la polygamie n'est pas validée par le modèle *logit* utilisé (tableau III). Comme cela, le jeune enfant ne peut être suivi par les deux parents et bien éduqué (éducation parentale). La tranche d'âge de parents la plus jeune et la plus majoritaire compte plus de divorcés ou ayant des problèmes liés au couple (48%). Et les autres tranches d'âge sont moyennes à l'effectif total des sujets majoritaires (32% et 20%). La plupart des parents des déscolarisés sont des ménagères, vendeuses, artisans, paysans, chauffeurs et parfois de quelques rares fonctionnaires (gendarmes, instituteur...) et de professions libérales décédés ou vivants ou en retraite. Donc, le cercle des

artisans déscolarisés s'élargit (cercle vicieux de l'analphabétisme et de la pauvreté). Par conséquent, l'âge mûr et la profession des parents y sont pour quelque chose dans la déscolarisation de l'enfant. La polygamie et le choix de l'enfant entre un grand nombre d'enfants garçons et filles des parents dont ils doivent s'occuper peut causer aussi le non encadrement des enfants par les parents. Ces points de vue sur le poids des parents dans la discipline et par déduction dans la scolarité de l'enfant (éducation parentale) est crucial. Ceci explique pourquoi les autres causes socio-économiques se rapprochent diversement de la seule cause significative indiscipline par le signe négatif de la 1^{ère} colonne (tableau III). Alors, nous avons passé en revue aussi l'âge et le sexe et le niveau d'abandon des sujets voire tableaux III et IV. Au niveau primaire se sont arrêtés tous les enquêtés que nous avons ciblés. En ce qui concerne l'âge les déscolarisés, ils sont plus jeunes les scolarisés. Sans doute, pour la raison que notre étude a ciblé juste les jeunes ayant rompu avec l'école au primaire. Le cas des surâgés (l'âge du jeune écolier qui dépasse l'âge requis au primaire) n'est pas évoqué dans les variables étudiées car nous estimons même si c'était le cas ce serait par manque de moyens financiers qu'on ne l'a pas vite scolarisé ou les échecs répétés l'ont retardé tout simplement et les causes évoquées plus haut l'ont contraint à quitter l'école. En ce qui concerne le sexe, il y a plus de jeunes filles que de jeunes garçons déscolarisés. Ce qui explique que plus de garçons sont inscrits à l'école que les filles et on retrouve ces dernières en masse dans les centres d'apprentissage. Mais cet état de phénomène change peu à peu de nos jours avec la gratuité de l'enseignement primaire. Les réponses recueillies au niveau des parents de ces jeunes après, confirment ces analyses. Donc, contre toute attente, il faut noter que la déscolarisation par les causes socioéconomiques dont la clé de voûte est l'indiscipline porte le coup de grâce au jeune scolarisé. Ce qui a confirmé pas totalement l'hypothèse mais partiellement en introduisant la nuance de l'indiscipline et accentue le poids des parents dans la scolarisation ou déscolarisation du jeune. La responsabilité du jeune scolarisé lui-même ne trouve son sens qu'avec le suivi des parents en premier lieu ou des encadreurs en second lieu dès sa scolarisation. C'est alors que nous pouvons retenir si la scolarité qui va à terme est un processus, la déscolarisation aussi en est un.

Le jeune scolarisé déscolarisé n'a plus que recours aux institutions extrascolaires précitées car sa déscolarisation n'a pas été prévenue ou empêchée par un moyen plus subtil. Ce qui explique selon les résultats que la grande majorité des déscolarisés 76% vont dans les ateliers ou centres d'apprentissage sauf quelques-uns non négligeable (24%) respectivement 20% qui sont vendeuses et font de petits commerces et autres et 4% qui ne font rien et se trouvent rarement de petits jobs pour se faire de l'argent mais sans formation. Dans la grande majorité, d'autres conduisent de taxi motos pour avoir des moyens de subsistance voire Tableau VI. Déplorable ou tolérable? Il ressort donc que l'éducation extrascolaire ou non formelle donne la main à celle formelle ou scolaire pour la formation de l'individu précisément des jeunes qui ont rompu avec le formel. Il y a un pont entre les deux formes d'éducation. On se demande à juste titre si l'Etat a un système organisée s'occupant de leur échec déjà consommée en éducation formelle ou scolaire. Car cette déscolarisation a des conséquences socioéconomiques sur eux. Aussi bien, le déscolarisé que le scolarisé reconnaissent que l'école a des avantages et la déscolarisation a des désavantages confère tableaux VII et VIII. Mais en y observant de près et dans le fond, cette affirmation des deux tableaux suscitent une discussion. Pourquoi certains scolarisés affirment n'être pas compétitifs sur le marché de l'emploi (40%) pendant d'autres déscolarisés le sont (42%) et des scolarisés ayant des rêves brisés (32%) et d'autres déscolarisés non (16%), des scolarisés ayant quelques difficultés (4%) et d'autres déscolarisés non (28%), des déscolarisés n'ayant aucun complexe (26%) contre (38%) n'ayant aucun complexe et ainsi de suite. Ceci est paradoxal mais traduit par ailleurs que l'éducation non formelle ou extrascolaire a aussi des avantages pour les jeunes comme gagner très vite de l'argent et gagner leur vie. Les scolarisés reçoivent plus d'autres formations que les déscolarisés 62% contre 14%. Toujours est-il que la primauté de la scolarisation sur la déscolarisation est remarquable dans les tableaux VII et VIII. Il est important alors de prendre soin aussi de ces jeunes qui se retrouvant dans l'éducation non formelle ou extrascolaire sans laquelle d'autres jeunes déscolarisés ne subsisteraient jamais. Les deux types de jeunes dans les deux camps : éducation formelle et éducation non formelle ont ainsi besoin de formation, de motivation, de suivi, de l'orientation, du développement professionnel et personnel, social et physique...et par ricochet

impulser ainsi le développement de la communauté et de la nation entière.

Il urge de signaler que pour offrir des possibilités de formation aux jeunes déscolarisés et les aider un tant soit peu- car on doit les former aussi pour leur insertion socioéconomique et leur développement personnel - il faut la formation des formateurs aussi bien celle des parents qui sont aussi de formateurs de jeunes scolarisés pour prévenir leur déscolarisation en amont et les patrons artisans des jeunes déscolarisés déjà que le mal est consommé en aval. La formation des parents analphabètes ou peu scolarisés (qui ont été aussi des jeunes déscolarisés ou ont eu des problèmes de scolarisation) est à faire pour suivre leurs enfants. Cette solution énoncée n'est pas encore envisagée proprement au Bénin encore moins à Porto-Novo. Les spécialistes de la formation appellent cette forme de formation "éducation familiale ou plus spécifiquement alphabétisation parentale". La majorité des parents de déscolarisés ont affirmé que la déscolarisation de leur enfant leur a fait mal 72% : référence tableau X. Donc, ils sont conscients de l'avenir de leurs enfants et des méfaits que la déscolarisation précoce peut engendrer. Ils affirment tous ne pas recevoir une telle formation ou alphabétisation pour encadrer leurs enfants à faire ses devoirs et autres 100% tableau X. De l'autre côté, à travers les enquêtes chez les formateurs de ces jeunes, d'abord, sur la situation relative à la formation du jeune déscolarisé tableau XI, le besoin de le faire former se ressent. Le manque de formation est évoqué à 72,73% contre 27,27% non négligeable pour le manque de moyens techniques et mécaniques des formateurs. Tous les formateurs sont aussi conscients qu'il faut la formation 55% contre 45%. C'est ce qui se justifie les allusions aux politiques éducatives dont parlent les entretiens. Ensuite, à cet effet, au tableau XII, 60% des patrons des centres d'apprentissage pensent qu'ils déjà reçu toutes les formations nécessaires à leur métier et qu'ils n'ont plus besoin d'aucune formation pourtant 75% d'entre eux contre 25% estimant être affilié à une structure d'encadrement et de formation d'artisans à savoir le CNAB et ses démembrements dans les association de corps de métiers que dévoilent les entretiens. Ce qui justifie que les formations au CNAB ne sont pas là pour les reformer en termes de leur formation d'artisans reçue mais pour les appuyer, les aider et à être au courant des nouvelles technologies afférant à leurs métiers et par la même occasion leurs apprentis déscolarisés.

Aussi les forme-t-elle à la vie organisationnelle, à la gestion ce qui rejaillit sur leurs apprentis. En ce qui concerne les contraintes de formation des formateurs rencontrées, chacune d'entre elles ont leur fréquence que nous pouvons mentionner de façon décroissante : manque de temps pour les formations 93,33% ; les thèmes de formations à faire ne sont pas publiés à temps 60% ; l'information ne vient pas à temps 53,33% ; manque de plan de formation sur les besoins spécifiques et intrinsèques 46,66% ; non régularité des formations 40% sans oublier le manque de moyens financiers qu'a évoqué en général les structures d'encadrement entretenues pour la formation (la part financière accordée dans le budget à l'éducation extrascolaire est insuffisante). De la même façon, les graphes ou figures camembert faites mettent en exergue les contraintes de formation des formateurs : voir graphes 1, 2, 3 et 4. Ce qui traduit que si les thèmes de formation étaient publiés à temps et que si les artisans étant adultes estiment que cela les intéressent, ils peuvent supplanter la contrainte de manque de temps. Les entretiens ont révélé que si ces formations sont peu organisées au niveau des structures de formations, c'est parce qu'il y a manqué de plans de formation et les autres contraintes ne sont pas alors exclues. Il est indispensable d'orienter les programmes de formation vers le marché et la demande. Il est de la plus haute importance qu'une analyse démarchée associée à une évaluation des besoins en formation soit effectuée avant de commencer toute formation.

Pour pousser l'analyse plus loin, 25% des interrogés pensent que les effets de l'insuffisance de la formation des formateurs comme eux sont moindres sur les apprentis déscolarisés sur les plans éducatif, social et économique (tableau XII). Pendant que 85% pensent à la mauvaise maîtrise de nouvelles techniques par le patron et l'apprenti déscolarisé, 80% optent pour la pédagogie utilisée par les patrons (ils crient sur le jeune ou le tapent à tout moment). Les patrons eux-mêmes affirment que les jeunes déscolarisés gardent les séquelles de leur déscolarisation précoce puisqu'ils ont vécu eux-mêmes cette expérience déplorable. Les jeunes déscolarisés ont des difficultés pour écrire, pour compter et autres (60%) et la compréhension tardive (40%), voir tableau XII. Les formateurs approuvent à 100% que la formation des formateurs bien organisée améliorera les conditions de ces jeunes déscolarisés sur les plans éducatif, social et économique et leur propre

condition. Ces formations sont organisées par les démembrements de CNAB dans chaque région et le Centre Départemental de Porto-Novo y contribue aussi. Au niveau du Centre, ces formations sont organisés seulement sur demande des groupes ou associations d'artisans ou ONG donc les plans de formations, les supports théoriques et autres matériels ne sont pas faits déjà prêts à être consommés par manque de moyens financiers et d'organisation pour produire les manuels. Il y a la « démission des autorités pour la formation des formateurs et l'inexistence nette de plans de formation » disait le coordonnateur du Centre. Par conséquent, les artisans ne sont pas associés de façon étroite et spécifique à leur propre formation. Suite aux cotisations statutaires et au choix de certaines personnes pour voyager à l'étranger qui ne devraient en temps normal constituer des contraintes pour leur formation, il y en a d'autres artisans qui sont frustrés.

Au total, le produit qui résulte du manque de formation est un apprenti artisan qui prend son diplôme et cherche d'autres issues pour se faire de l'argent : taxi motos, aller au port etc. car il ne trouve pas de travail et n'est compétitif sur le marché de l'emploi. L'hypothèse 1 est confirmée en partie avec une nuance où l'indiscipline a été trouvée comme cause sociale liée aux causes économiques et/ou socioéconomiques de la déscolarisation. L'hypothèse 2 est confirmée. Il faut alors des actions pour solutionner ces problèmes soulevés par les hypothèses. De l'éducation familiale ou alphabétisation parentale à l'alphabétisation fonctionnelle comme les premières actions, il faut avant tout un plaidoyer pour l'éducation de base primaire obligatoire au moins et se doter des moyens de formations nécessaires car ses actions sont très fondamentales pour la survie des jeunes qui se déscolarisent.

3.2 Discussion

L'analyse des résultats suscite quelques discussions en rapport avec certains auteurs évoqués brièvement dans la revue de littérature.

Pour **Gansi Hounsab. [4]** avec une étude faite sur les élèves qui se déscolarisent au niveau secondaire dans la commune de Sèmè-Kpodji, le manque de plans de formations pour encadrer ces genres de métiers d'artisanat et s'intéresser à leur productivité les conduit inéluctablement aux activités précaires ou émergentes dans le secteur informel : conduite de taxi moto, vente de

l'essence, le petit commerce (vendeur), carrière de sable et autres ne nécessitant aucune qualification sauf de dynamisme. Ils évoquent souvent pour causes de leur déscolarisation le chômage après les études, le manque de soutien (parental et financier sûrement). **Eisemon [5]** dans son document sur le redoublement et l'abandon écrit que

« le redoublement et l'abandon constituent des obstacles essentiels à l'amélioration de l'accès à l'éducation et du niveau d'instruction. Il fait aussi remarquer que le taux de redoublement est souvent en corrélation avec un taux d'abandon important ; ce qui contribue dans de nombreux pays en développement à caractériser comme faibles les investissements publics dans l'enseignement primaire ».

Cette conclusion **D'Eisemon** nous conforte dans les résolutions socioéducatives de l'alphabétisation familiale ou parentale pour encadrer les jeunes fraîchement scolarisés. De même, **A.D Tossou, [6]** dans le mémoire La déperdition scolaire dans la préfecture de Sèmè-Kpodji fait à l'INFRE/Porto-Novo, a procédé à l'analyse des causes du phénomène de la déscolarisation et trouvé que la polygamie est une cause non négligeable de la déscolarisation ; il insiste alors sur le slogan que *"tout homme qui désire prendre plus d'une femme doit disposer des moyens pour assurer la scolarisation des enfants"*. Quant à **Kokoye, J. S. [14]** écrit que l'alphabétisation basée sur les besoins est une voie nécessaire pour améliorer la qualité des apprentis de ces ateliers. Elles pourront comprendre le fonctionnement de leur métier et l'objet sur lequel s'exerce leur métier. La formation apporte un changement substantiel. Il y en a d'autres qui font un travail qu'ils ne veulent (rêves non accomplis) pas, mais pour survivre, ils s'y exercent tant bien que mal. Par conséquent, il faut leur offrir des palettes de choix proches de leurs rêves. C'est cela même le développement de l'individu et de la nation.

Au demeurant, ces auteurs confirment notre travail : accroître la productivité des jeunes déscolarisés et l'offre à ces derniers des possibilités de formation.

Par contre, **Pauli et Brimer** affirment, par ailleurs, que les systèmes d'enseignement dans les pays en développement ne donnent comme fruits dans sa majorité des échecs et des abandons. **Belloncle, G. [7]**, dans une étude sur la déperdition scolaire dans un autre contexte, trouve que c'est la langue d'enseignement qui est le problème de l'enfant

africain ; il sent un malaise d'intégration. Tout compte fait, l'indiscipline n'est qu'une parmi tant d'autres importantes des causes socioéconomiques de la déscolarisation et l'action ou l'activité socioéducative centrée sur le suivi et la formation en amont et en aval pour les jeunes générations à l'école, est salutaire pour l'homme qui n'est valablement rien sans la formation et les compétences acquises. C'est alors à juste titre, que nous ferons quelques propositions c'est-à-dire des suggestions et des perspectives afin d'optimiser la contribution à l'étude les possibilités de formation des jeunes déscolarisés et de minorer les risques ou les effets négatifs majeurs liés au phénomène social de la déscolarisation.

Conclusion

Les résultats dégagés à l'issue de ces travaux d'investigations montrent que l'indiscipline apparaît non comme une cause principale mais comme une cause explicative des autres causes socioéconomiques de la déscolarisation des jeunes à savoir le dégoût, les échecs répétés et les différentes causes liées à la situation économique et familiale (le non encadrement des parents, le manque de moyens financiers, le divorce des parents, la polygamie et le choix de l'enfant à scolariser). De ce fait, pour la promotion de la scolarisation, il faut l'alphabétisation des parents pour les inciter à encadrer leurs enfants sur le plan des études et comportemental et enrayer l'indiscipline mineure cause de déscolarisation et refréner les causes connexes. De l'autre côté, il faut signaler que les catégories de formateurs des centres de métiers ou d'apprentissage rencontrent des difficultés cause des contraintes dans leur formation. Cette situation des formateurs rejaille sur ceux qu'ils forment c'est-à-dire les jeunes déscolarisés qui ont déjà de lacunes. Il faut donc que les structures d'encadrement dans lesquels se retrouvent souvent ces jeunes les encadrent pour mieux leur offrir des possibilités de formation adéquates. Les contraintes de formation de ces formateurs sont de diverses sortes (hypothèse 2 vérifiée). Ainsi, l'éducation et la formation des jeunes et de ces jeunes déscolarisés apprentis doivent être une priorité pour l'Etat béninois et la commune de Porto-Novo.

Tous les acteurs de l'éducation doivent s'impliquer pour offrir des palettes de choix, des possibilités de formation aux jeunes déscolarisés ou pas dans tous les secteurs porteurs de développement.

Références bibliographiques

- ALOFA**, Etude réalisée en prélude au forum organisé en 2008 sur les réalités de la pauvreté face aux défis des OMD.
- AMAT B. (1995)**, « L'éducation et la formation dans la Convention de Lomé IV : principes fondamentaux des actions de la coopération ACP-UE » In *Lettre de Norrag* pp 4-16
- BELLONCLE, G. (1984)**. « *La question éducative en Afrique noire* » cité par GANSI, B. (2004)
- BENEVISE J.F., LEGER A.M. & MOHEN H., (2006)**, « L'intervention sociale, un travail de qualité », Dictionnaire critique de l'action sociale. Paris, Documentation. 134p.
- BROCCOLICCHI, S. (1998)**. *Qui décrochent ? In Les lycéens décrocheurs*. Chronique sociale. Lyon, pp.41-43
- CAYAU, G. (2008)** cité par KANTE, S. <http://www.ilo.org/public/french/employment/infeco/download/wp15.pdf> Gaëlle CAYAU La lutte contre la pauvreté en Afrique sub-saharienne à travers l'amélioration du marché du travail et la contribution au développement de l'emploi des jeunes. Université Montpellier 3 Paul Valéry - MASTER 1 Institution-Organisation-Développement Gestion Stratégique des Ressources Humaines
- EISEMON, O.T. (1997)**. « *Réduire les redoublements : problèmes et stratégie* » cité par GANSI, B. (2004)
- ESTERLE-HEDIBEL, M. (1997)**. *La bande, le risque et l'accident*, l'Harmattan, in revue Education et Formation n°57 juillet septembre 2000, dossier Les sortants du système scolaire sans qualification.
- GANSI HOUNSA, B. (2004)**. *La Déscolarisation en République du Bénin : Cas de la commune de Sèmè-Kpodji*. Mémoire de fin de 4^{ème} année de Jeunesse et Animation, INJEPS. UAC .60p.
- HOUNNOU, D.G. (2006)**. *La contribution de la télévision à l'éducation informelle des adolescents. (Cas de la ville de Cotonou)*. Mémoire de fin de 4^{ème} année de Jeunesse et Animation, INJEPS. UAC .82p.
- <http://www.ilo.org/public/french/employment/infeco/download/wp15.pdf>
- KOKOYE, J.S. (2004)**. *Alphabétisation et Promotion des centres de métiers : Cas de la formation des apprenties coiffeuses de la ville de Porto-Novo*. Mémoire de fin de 4^{ème} année de Jeunesse et Animation, INJEPS. UAC .51p.

- MAMOUDOU SIDI, M. (2007).** *Spécificité d'encadrement des élèves indigents par le Service Social dans les collèges du département de l'Ouémé*, Mémoire de fin de 4^{ème} année de Jeunesse et Animation, INJEPS. UAC. 108p.
- MUHAMMAD, Y. & ALAN (1997).** Vers un monde sans pauvreté. Paris, Edition Jean-Claude Lattès
- SANOUE, F. (2000)** *Les enjeux d'un programme universitaire d'éducation des adultes (formation des formateurs) pour le Burkina-Faso* publiée dans la Revue du C.A.M.E.S. Série B, vol. 02, 2000, pp. 87-93
- SEDEL, C. & COULIBALY, J. (2001).** Coutus d'opportunité et scolarisation des enfants dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina-Faso, Guinée, Mauritanie, Togo, UNICEF
- TOSSOU, A.D. (1991).** *La déperdition scolaire dans la sous-préfecture de Sèmè-Kpodji : cas des communes de Podji et Tohoue*. Mémoire de maîtrise de fin de stage, INFRE. Porto-Novo.
- TOSSOU et al. (2008)** « *Les activités des quartiers, de villes pauvres sont essentiellement agricoles, artisanales, culturelles, et culturelles accompagnées de quelques activités de prestations de services* », rapport d'étude.
- www.afd.fr/Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (2007)
 Note de problématique Richard WALTHER (walther.richard@wanadoo.fr) Consultant ITG auprès du département de la Recherche de l'AFD Pratiques efficaces d'alphabétisation en Afrique Education for All – FastTrack Initiative
- WAKIRAZA Christopher (1995)**
 www.mémoire.online, cité dans *Employabilité des jeunes en Côte-d'Ivoire* par Antoine N'Gratier .Université d'Abidjan - DEA
 Traductions : Original :
[frwww.unicaen.fr/mrsh/cerse/](http://www.unicaen.fr/mrsh/cerse/)